

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en raison du renouvellement de la composition du Conseil, les mandats de ses membres venant à expiration en septembre prochain, il convient de permettre au nouveau Conseil qui sera installé à cette date de disposer sans délai des moyens de secrétariat adaptés à la bonne exécution de sa mission, notamment par un régime de son personnel adéquat et qui se réfère par ailleurs aux règles de la fonction publique régionale;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1er. En application de l'article 3 du décret du 25 mai 1983, le Gouvernement wallon constate la conformité au décret des décisions du Conseil économique et social de la Région wallonne en matière de règlement organique portant régime du personnel; les textes coordonnés de ce règlement organique et du cadre organique dudit Conseil, annexés au présent arrêté, sont approuvés.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 septembre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Annexe I

**Texte coordonné des modifications au règlement organique
portant régime du personnel du Conseil économique et social de la Région wallonne**

Article 1er. L'article 2 du règlement organique est remplacé par le texte suivant :

"Sont considérés comme personnel de direction : le secrétaire général et les secrétaires généraux adjoints.
Sont considérés comme personnel de cadre : les directeurs, les premiers attachés et les attachés".

Art. 2. L'article 3 du règlement organique est remplacé par le texte suivant :

"Doivent être considérés comme des grades de promotion les grades de :
directeur, premier attaché, premier gradué, gradué principal, premier assistant, assistant principal, premier adjoint, adjoint principal, premier opérateur, opérateur principal."

Art. 3. L'article 4 du règlement organique est remplacé par le texte suivant :

"Nul ne peut être recruté parmi le personnel de direction et de cadre s'il ne satisfait pas aux conditions d'admissibilité suivantes :

1. être Belge;
2. jouir des droits civils et politiques;
3. satisfaire aux lois sur la milice;
4. être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
5. ne pas avoir atteint l'âge de 50 ans, sauf pour le personnel de direction pour lequel la limite d'âge est portée à 55 ans;
6. être porteur d'un des diplômes ou certificats d'études pris en considération pour le recrutement au niveau 1 des fonctionnaires de la Région wallonne".

Art. 4. Aux articles 6 et 7 du règlement organique, les mots "le secrétaire général adjoint" sont remplacés par "les secrétaires généraux adjoints".

Art. 5. L'article 8 du règlement organique est remplacé par le texte suivant :

"Sans préjudice des dispositions du présent régime, le personnel de direction et de cadre auquel ce régime est applicable est soumis aux prescriptions qui, pour les fonctionnaires de la Région wallonne, régissent :

1. les droits, les devoirs et les incompatibilités;
2. les positions administratives;
3. l'accueil, l'information et la formation;
4. les congés;
5. les allocations et indemnités de service;
6. la suspension dans l'intérêt du service;
7. le régime disciplinaire;
8. le recours;
9. l'ancienneté de grade, de niveau et de service;
10. l'évaluation suivant les règles établies par le Conseil;
11. la promotion, à l'exception du personnel de direction et suivant des modalités définies par le Conseil;
12. l'interruption de carrière, suivant des modalités à définir par le Bureau;
13. la cessation définitive des fonctions et la perte de qualité de fonctionnaire;
14. le statut syndical".

Art. 6. L'alinéa 2 de l'article 9 du règlement organique est remplacé par le texte suivant :

"Les fonctions de membre du personnel de direction et de cadre sont incompatibles avec celle de membre d'un Conseil économique et social régional ainsi qu'avec toute fonction délibérante au sein des organes de gestion de la Société régionale d'Investissement de Wallonie".

Art. 7. L'article 10 du règlement organique est remplacé par le texte suivant :

"Pour l'application de l'article 8 du présent régime, il y a lieu d'entendre :

1. par le Gouvernement, le Conseil;
2. par le secrétaire général, le secrétaire général;
3. par fonctionnaire, le membre du personnel de direction et de cadre;
4. par ministère, le Conseil économique et social de la Région wallonne;
5. par le Conseil de direction, le Conseil comprenant le secrétaire général, les secrétaires généraux adjoints et les trois membres du personnel du rang de directeur ayant l'ancienneté de grade la plus élevée;
6. par chambre de recours : la chambre composée d'un magistrat nommé par le Gouvernement wallon et de deux assesseurs désignés parmi le personnel, respectivement par le secrétaire général et par les organisations syndicales représentatives.

Art. 8. La dernière phrase de l'article 11 du règlement organique est remplacée par le texte suivant :

"la lettre correspond au niveau et le chiffre au rang".

Art. 9. L'article 14 du règlement organique est remplacé par le texte suivant :

"La condition d'admissibilité visée à l'article 4, 6°, consiste dans la détention d'un diplôme ou certificat d'études correspondant au niveau auquel appartient le grade à conférer, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant statut des fonctionnaires de la Région wallonne."

Art. 10. L'article 17 du règlement organique est remplacé par le texte suivant :

"Sans préjudice des dispositions du présent régime, les règles relatives au statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région wallonne, sont rendues applicables *mutatis mutandis* au personnel régi par le présent régime."

Art. 11. L'article 18 du règlement organique est remplacé par le texte suivant :

"L'échelle des traitements de chacun des grades repris au cadre du personnel approuvé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 1996 est fixée comme suit :

| | | |
|----------------------------|-----|---------------------|
| Secrétaire général | A2 | |
| Secrétaire général adjoint | A3 | |
| Directeur | A4 | A4 échelle spéciale |
| Premier attaché | A5 | A5 échelle spéciale |
| Attaché | A6 | A6 échelle spéciale |
| Premier gradué | B1 | |
| Gradué principal | B2 | |
| Gradué | B3 | |
| Premier assistant | C1 | |
| Assistant principal | C2 | |
| Assistant | C3 | |
| Premier adjoint | D1 | |
| Adjoint principal | D2 | |
| Adjoint | D3 | |
| Premier opérateur | E1 | |
| Opérateur principal | E2 | |
| Opérateur | E3. | |

Art. 12. L'article 19 du règlement organique est remplacé par le texte suivant :

"Pour le calcul des traitements des membres du personnel, forme également des services admissibles la moitié du temps pendant lequel ils ont exercé une activité professionnelle en dehors des services publics et ont, de l'avis du Bureau, acquis une expérience utile à l'exercice de leurs fonctions. La durée des services admissibles ne peut jamais excéder six ans."

Art. 13. Un nouvel article 23 est inséré, qui se lit comme suit :

"Les règles relatives à la conversion des grades définies par les arrêtés du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 sont rendues applicables *mutatis mutandis* au personnel soumis au présent régime."

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 1996 portant approbation du texte coordonné des modifications du règlement organique du personnel du Conseil économique et social de la Région wallonne.

Namur, le 12 septembre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

D. 96 — 2063

[C — 27541]

12. SEPTEMBER 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des koordinierten Textes zur Abänderung der Grundregelung des Personals des « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den « Conseil économique et social de la Région wallonne » betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines « Conseil économique et social de la Région wallonne »;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. Juni 1975 zur Genehmigung der auf das Personal des « Conseil économique et social de la Région wallonne » anwendbaren Grundregelung, so wie er durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Juni 1987 und vom 22. Februar 1990 und durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 abgeändert worden ist;

Aufgrund des Beschlusses des « Conseil économique et social de la Région wallonne », ab dem 1. Juni 1994 gewisse ihn betreffende Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 1992 zur Durchführung von Artikel 53 § 2 des Königlichen Erlasses vom 22. November 1991 sowie die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. April 1994, was das Besoldungsstatut der Bediensteten der Stufen 4, 3, 2 und 2+ betrifft, anzuwenden;

Aufgrund des Beschlusses des « Conseil économique et social de la Région wallonne », den Punkt 5 von Artikel 4 der auf das Personal des « Conseil économique et social de la Région wallonne » anwendbaren Grundregelung abzuändern;

Aufgrund des Vorschlags des « Conseil économique et social de la Région wallonne », die Texte der Grundregelung, so wie sie abgeändert worden sind, zu koordinieren;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Protokolls Nr. 210 des Sektorenausschusses XVI vom 10. September 1996;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es aufgrund der Erneuerung der Zusammensetzung des Rats infolge der Beendigung der Mandate seiner Mitglieder im nächsten September, erforderlich ist, daß der neue Rat, der zu diesem Zeitpunkt eingesetzt wird, über alle für die gute Ausführung seiner Aufgabe geeigneten Sekretariatsmittel verfügt, insbesondere mittels einer angepassten Personalordnung, die sich außerdem auf die Regeln des regionalen öffentlichen Dienstes bezieht;

Auf Vorschlag des Ministers des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

Artikel 1 - In Anwendung von Artikel 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 bestätigt die Wallonische Regierung, daß die Beschlüsse des « Conseil économique et social de la Région wallonne » über die auf das Personal anwendbare Grundregelung mit dem Dekret übereinstimmen. Die koordinierten Texte dieser Grundregelung und des Stellenplans des besagten Rats, die dem vorliegenden Erlaß beigelegt sind, werden genehmigt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlaß tritt sofort nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 3 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. September 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Anlage I

**Koordinierter Text der Abänderungen der auf das Personal
des « Conseil économique et social de la Région wallonne » anwendbaren Grundregelung**

Artikel 1 - Artikel 2 der Grundregelung wird durch den folgenden Text ersetzt:

« Die folgenden Personen werden als Direktionspersonal betrachtet: der Generalsekretär und die beigeordneten Generalsekretäre.

Die folgenden Personen werden als Führungspersonal betrachtet: die Direktoren, die ersten Attachés und die Attachés. »

Art. 2 - Artikel 3 der Grundregelung wird durch den folgenden Text ersetzt:

« Die folgenden Grade müssen als Beförderungsgrade betrachtet werden: Direktor, erster Attaché, erster Gradierter, Hauptgraduierter, erster Assistent, Hauptassistent, erster Beigeordneter, Hauptbeigeordneter, erster Operator, Hauptoperator. »

Art. 3 - Artikel 4 der Grundregelung wird durch den folgenden Text ersetzt:

« Keiner darf als Direktions- und Führungspersonalmitglied eingestellt werden, wenn er die folgenden Zulassungsbedingungen nicht erfüllt:

1. die belgische Staatsangehörigkeit haben;
2. im Besitz der bürgerlichen und politischen Rechte sein;
3. den Milizgesetzen genügen;
4. einer Führung sein, die den Amtserfordernissen entspricht;
5. das Alter von 50 Jahren nicht erreicht haben, außer für das Direktionspersonal, für das die Altersgrenze auf 55 Jahre gebracht wird;
6. Inhaber eines der Diplome oder Zeugnisse sein, die für die Anwerbung in der Stufe A der Beamten der Wallonischen Region berücksichtigt werden. »

Art. 4 - In Artikeln 6 und 7 der Grundregelung werden der Wortlaut « der beigeordnete Generalsekretär » durch den Wortlaut « die beigeordneten Generalsekretäre » ersetzt.

Art. 5 - Artikel 8 der Grundregelung wird durch den folgenden Text ersetzt:

« Unbeschadet der Bestimmungen der vorliegenden Ordnung wird das Direktions- und Führungspersonal, auf das diese Ordnung Anwendung findet, den Vorschriften unterworfen, die für die Beamten der Wallonischen Region das folgende regeln:

1. die Rechte, Pflichten und Unvereinbarkeiten;
2. die administrativen Stände;
3. die Aufnahme, die Information und die Ausbildung;
4. die Urlaubstage;
5. die Dienstzulagen und -entschädigungen;
6. die einstweilige Amtsenthebung im Interesse des Dienstes;
7. die Disziplinarordnung;
8. die Einspruchsmöglichkeiten;
9. das Dienstalder im Grad, in der Stufe und im Dienst;
10. die Bewertung nach den vom Rat festgelegten Regeln;
11. die Beförderung, mit Ausnahme des Direktionspersonals und nach den vom Rat festgelegten Modalitäten;
12. die Laufbahnunterbrechung nach den vom Büro festzulegenden Modalitäten;
13. das endgültige Ausscheiden aus dem Amt und den Verlust der Beamteneigenschaft;
14. das gewerkschaftliche Statut. »

Art. 6 - Absatz 2 von Artikel 9 der Grundregelung wird durch den folgenden Text ersetzt:

« Das Amt eines Mitglieds des Direktions- und Führungspersonals ist unvereinbar mit einem Amt als Mitglied eines regionalen Wirtschafts- und Sozialrats sowie mit irgendwelcher beschließenden Funktion innerhalb der Verwaltungsorganen der « Société régionale d'Investissement de Wallonie » (Regionale Investierungsgesellschaft für die Wallonie) ».

Art. 7 - Artikel 10 der Grundregelung wird durch den folgenden Text ersetzt:

« Für die Anwendung von Artikel 8 der vorliegenden Regelung sind:

1. die Regierung: der Rat;
2. der Generalsekretär: der Generalsekretär;
3. Beamter: das Mitglied des Direktions- und Führungspersonals;
4. Ministerium: der « Conseil économique et social de la Région wallonne »;
5. der Direktionsrat: der Rat, der aus dem Generalsekretär, den beigeordneten Generalsekretären und den drei Personalmitgliedern mit dem Dienstrang eines Direktors und dem höchsten Dienstalder im Grad, besteht;
6. Berufungskammer: die Kammer, die aus einem von der Wallonischen Regierung ernannten Magistrat und von zwei Beisitzern, die unter dem Personal durch den Generalsekretär bzw. durch die repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen bezeichnet werden, besteht.

Art. 8 - Der letzte Satz von Artikel 11 der Grundregelung wird durch den folgenden Text ersetzt:

« der Buchstabe entspricht der Stufe und die Ziffer dem Dienstrang ».

Art. 9 - Artikel 14 der Grundregelung wird durch den folgenden Text ersetzt:

« Die in Artikel 4, 6° erwähnte Zulassungsbedingung besteht in dem Besitz eines Diploms oder Zennisses, das der Stufe entspricht, zu der der zu erteilende Dienstgrad gehört, gemäß dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Wallonischen Region. »

Art. 10 - Artikel 17 der Grundregelung wird durch den folgenden Text ersetzt:

« Unbeschadet der Bestimmungen der vorliegenden Regelung finden die Regeln betreffend das Besoldungsstatut der Beamten der Wallonischen Region *mutatis mutandis* Anwendung auf das von der vorliegenden Regelung betroffene Personal. »

Art. 11 - Artikel 18 der Grundregelung wird durch den folgenden Text ersetzt:

« Die Gehaltsstufe jedes der Dienstgrade, die im durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 12. September 1996 genehmigten Stellenplan erwähnt sind, wird wie folgt festgelegt:

| | | |
|-------------------------------|-----|----------------|
| Generalsekretär | A2 | |
| Beigeordneter Generalsekretär | A3 | |
| Direktor | A4 | A4 Sonderstufe |
| Erster Attaché | A5 | A5 Sonderstufe |
| Attaché | A6 | A6 Sonderstufe |
| Erster Graduiertes | B1 | |
| Hauptgraduiertes | B2 | |
| Graduiertes | B3 | |
| Erster Assistent | C1 | |
| Hauptassistent | C2 | |
| Assistent | C3 | |
| Erster Beigeordneter | D1 | |
| Hauptbeigeordneter | D2 | |
| Beigeordneter | D3 | |
| Erster Operator | E1 | |
| Hauptoperator | E2 | |
| Operator | E3. | » |

Art. 12 - Artikel 19 der Grundregelung wird durch den folgenden Text ersetzt:

« Für die Berechnung der Gehälter der Personalmitglieder wird ebenfalls die Hälfte der Zeit, während deren sie eine berufliche Tätigkeit außerhalb öffentlicher Dienststellen ausgeübt haben und sie auf Gutachten des Büros eine für die Ausübung ihrer Tätigkeiten nützliche Erfahrung gesammelt haben, als zulässige Dienstzeit betrachtet. Die Dauer der zulässigen Dienstzeit darf nie sechs Jahre überschreiten. »

Art. 13 - Ein neuer Artikel 23 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

« Die durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 festgelegten Regeln betreffend die Umwandlung der Grade finden *mutatis mutandis* Anwendung auf das der vorliegenden Regelung unterworfenen Personal. »

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 12. September 1996 zur Genehmigung des koordinierten Textes der Abänderungen der Grundregelung des Personals des « Conseil économique et social de la Région wallonne » beigefügt zu werden.

Namur, den 12. September 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Anlage II

Abänderungen am Stellenplan des Personals des « Conseil économique et social de la Région wallonne »

Artikel 1 - Artikel 1 des Stellenplans wird durch den folgenden Text ersetzt:

« Der Stellenplan des Personals des « Conseil économique et social de la Région wallonne » wird wie folgt festgelegt:

| | | |
|--|--|-----|
| * Direktionspersonal | | |
| - Generalsekretär | | 1 |
| - beigeordneter Generalsekretär | | 2 |
| * Führungspersonal | | |
| - Direktor | | 4 |
| - Attaché und erster Attaché | | 18 |
| * Verwaltungspersonal | | |
| - Graduierter, Hauptgraduierter, erster Graduierter | | 4 |
| - Assistent, Hauptassistent, erster Assistent | | 8 |
| - Beigeordneter, Hauptbeigeordneter, erster Beigeordneter | | 12 |
| - Operator, Hauptoperator, erster Operator | | 4.» |

Art. 2 - Artikel 2 des Stellenplans wird durch den folgenden Text ersetzt:

« § 1. Die Bediensteten, die Dienstgrade haben, welche nachstehenden Gehaltsstufen entsprechen, tragen den daneben stehenden Dienstgrad:

| | | |
|-------------------------------|----|----------------|
| Generalsekretär | A2 | |
| Beigeordneter Generalsekretär | A3 | |
| Direktor | A4 | A4 Sonderstufe |
| Erster Attaché | A5 | A5 Sonderstufe |
| Attaché | A6 | Sonderstufe |
| Erster Graduierter | B1 | |
| Hauptgraduierter | B2 | |
| Graduierter | B3 | |
| Erster Assistent | C1 | |
| Hauptassistent | C2 | |
| Assistent | C3 | |
| Erster Beigeordneter | D1 | |
| Hauptbeigeordneter | D2 | |
| Beigeordneter | D3 | |
| Erster Operator | E1 | |
| Hauptoperator | E2 | |
| Operator | E3 | |

Bijlage I

Gecoördineerde tekst van de wijzigingen in het organiek reglement houdende regeling inzake het personeel van de "Conseil économique et social de la Région wallonne"

Artikel 1. Artikel 2 van het organiek reglement wordt vervangen door volgende tekst :

"Worden beschouwd als directiepersoneel : de secretaris-generaal en de adjunct-secretarissen-generaal.

Worden beschouwd als kaderpersoneel : de directeurs, de eerste attachés en de attachés".

Art. 2. Artikel 3 van het organiek reglement wordt vervangen door volgende tekst :

"Moeten beschouwd worden als bevorderingsgraad de graden van :

directeur, eerste attaché, eerste gegradueerde, e.a. gegradueerde, eerste assistent, e.a. assistent, eerste adjunct, e.a. adjunct, eerste operator, e.a. operator."

Art. 3. Artikel 4 van het organiek reglement wordt vervangen door volgende tekst :

"Niemand kan aangeworven worden als lid van het directiepersoneel en het kaderpersoneel indien hij niet voldoet aan de hiernavolgende toelatingsvoorwaarden :

1. Belg zijn;
2. de burgerlijke en politieke rechten genieten;
3. aan de dienstplichtwetten voldoen;
4. van gedrag zijn dat de eisen van de functie beantwoordt;
5. de leeftijd van 50 jaar niet bereikt hebben, behalve voor wat het directiepersoneel betreft waarvoor de leeftijdsgrens op 55 jaar gebracht wordt;
6. houder zijn van een diploma of getuigschrift dat in aanmerking komt voor de werving van ambtenaren van het Waalse Gewest in niveau A."

Art. 4. In artikelen 6 en 7 van het organiek reglement worden de woorden "de adjunct-secretaris-generaal" vervangen door "de adjunct-secretarissen-generaal".

Art. 5. Artikel 8 van het organiek reglement wordt vervangen door volgende tekst :

"Onverminderd de bepalingen van deze regeling, is het directiepersoneel en het kaderpersoneel waarop het van toepassing is, onderworpen aan de voorschriften die voor de ambtenaren van het Waalse gewest geleden inzake :

1. de rechten, de plichten en de onverenigbaarheden;
2. de administratieve standen;
3. het onthaal, de informatie en de vorming;
4. het verlof;
5. de diensttoelagen en -vergoedingen;
6. de schorsing in het belang van de dienst;
7. de tuchtregeling;
8. het beroep;
9. de graad-, niveau- en dienstanciënniteit;
10. de beoordeling volgens de door de Raad vastgestelde regels;
11. de bevordering, met uitzondering van het directiepersoneel en overeenkomstig de door de Raad vastgestelde wijze;
12. de loopbaanonderbreking volgens de door het Bureau vast te stellen wijze;
13. de definitieve ambtsneerlegging en het verlies van de hoedanigheid van ambtenaar;
14. het syndikaal statuut."

Art. 6. Het tweede lid van artikel 9 van het organiek reglement wordt vervangen door volgende tekst :

"De functies van lid van het directiepersoneel en van het kaderpersoneel zijn onverenigbaar met deze van lid van een gewestelijke economische en sociale raad, alsmede met alle stemgerechtigde functies in de beheersorganen van de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij)."

Art. 7. Artikel 10 van het organiek reglement wordt vervangen door volgende tekst :

"Voor de toepassing van artikel 8 van deze regeling dient verstaan :

1. onder Regering, de raad;
2. onder secretaris-generaal, de secretaris-generaal;
3. onder ambtenaar, het lid van het directiepersoneel en van het kaderpersoneel;
4. onder ministerie, de « Conseil économique et social de la Région wallonne »;
5. onder directieraad, de raad samengesteld uit de secretaris-generaal, de adjunct-secretarissen-generaal en de drie leden van het personeel die de rang van directeur voeren en met de hoogste graadanciënniteit;

6. de raad van beroep : de raad samengesteld uit een door de Waalse regering benoemde magistraat en twee bijzitters aangeduid onder het personeel, respectievelijk door de secretaris-generaal en door de representatieve vakorganisaties."

Art. 8. De laatste zin van artikel 11 van het organiek reglement wordt vervangen door volgende tekst :

"de letter komt overeen met het niveau en het cijfer met de rang".

Art. 9. Artikel 14 van het organiek reglement wordt vervangen door volgende tekst :

"De toelatingsvoorwaarde bedoeld bij artikel 4, 6°, bestaat in het bezit van een diploma of getuigschrift dat overeenstemt met het niveau waartoe de te begeven graad behoort, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Waalse Gewest."

Art. 10. Artikel 17 van het organiek reglement wordt vervangen door volgende tekst :

"Onverminderd de bepalingen van deze regeling zijn de regelen van het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Waalse Gewest *mutatis mutandis* van toepassing op het personeel dat onder deze regeling valt."

Art. 11. Artikel 18 van het organiek reglement wordt vervangen door volgende tekst :

"De weddeschaal voor elk van de graden opgenomen in de personeelsformatie, goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 september 1996, wordt vastgesteld als volgt :

| | | |
|-----------------------------|-----|----------------------|
| Secretaris-generaal | A2 | |
| Adjunct-secretaris-generaal | A3 | |
| Directeur | A4 | A4 bijzondere schaal |
| Eerste attaché | A5 | A5 bijzondere schaal |
| Attaché | A6 | A6 bijzondere schaal |
| Eerste gegradueerde | B1 | |
| E.a. gegradueerde | B2 | |
| Gegradueerde | B3 | |
| Eerste assistent | C1 | |
| E.a. assistent | C2 | |
| Assistent | C3 | |
| Eerste adjunct | D1 | |
| E.a. adjunct | D2 | |
| Adjunct | D3 | |
| Eerste operateur | E1 | |
| E.a. operateur | E2 | |
| Operateur | E3. | |

Art. 12. Artikel 19 van het organiek reglement wordt vervangen door volgende tekst :

"Voor de berekening van de wedde van de personeelsleden worden eveneens als nuttige dienstjaren beschouwd de helft van de tijd gedurende welke zij een beroepsactiviteit hebben uitgeoefend buiten de openbare diensten en, naar de mening van het bureau, een nuttige ondervinding hebben opgedaan voor de uitvoering van hun functies. De duur van de in aanmerking te nemen diensten kan nooit meer dan zes jaar bedragen."

Art. 13. Er wordt een nieuw artikel 23 ingevoegd, dat luidt als volgt :

"De bij de besluiten van de Waalse Regering van 17 november 1994 bepaalde regels betreffende de omzetting van de graden worden *mutatis mutandis* toegepast op het personeel dat onder deze regeling valt."

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 september 1996 houdende goedkeuring van de gecoördineerde tekst van de wijzigingen in het organiek reglement van het personeel van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest).

Namen, 12 september 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

Bijlage II

Wijzigingen in de organieke personeelsformatie van de "Conseil économique et social de la Région wallonne"

Artikel 1. Artikel 1 van de organieke personeelsformatie wordt vervangen door volgende tekst : "De organieke personeelsformatie van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » wordt vastgesteld als volgt :

| | | |
|--|--|----|
| * Directiepersoneel | | 1 |
| Secretaris-generaal | | |
| Adjunct-secretaris-generaal | | 2 |
| * Kaderpersoneel | | |
| Directeur | | 4 |
| Attaché en eerste attaché | | 18 |
| * Administratief personeel | | |
| Gegradueerde, e.a. gegradueerde, eerste gegradueerde | | 4 |
| Assistent, e.a. assistent, eerste assistent | | 8 |
| Adjunct, e.a. adjunct, eerste adjunct | | 12 |
| Operateur, e.a. operateur, eerste operateur | | 1. |